



Union Nationale des Groupements des  
Épiceries Sociales et Solidaires

Vénissieux, le 12 février 2024

agriculture, alimentation,  
précarité, crise agricole

Communiqué de presse

## Pour une politique qui lie juste rémunération des agriculteurs et accès à une alimentation saine et choisie pour tous.

---

*Il n'est plus soutenable de faire peser la transformation de notre modèle agricole sur les seules épaules du consommateur, auquel il incombe la responsabilité de s'orienter vers des productions saines, vendues sans intermédiaires. Ce positionnement masque l'échec des gouvernements successifs, refusant de réguler plus fortement le marché agricole et alimentaire et faisant fi des différentes barrières qui empêche l'accès de tous à une alimentation saine et choisie.*

**16 % de la population française est en situation de précarité alimentaire.** 2/3 des Français.e.s ont modifié leur comportement alimentaire face à une **inflation sur les produits alimentaires qui atteint 25 % en deux ans**, et plus généralement sur une hausse des dépenses contraintes (énergie, loyer, carburant...). Dans ce contexte, il est tout simplement impossible de s'orienter vers une autre alimentation.

Les épiceries sociales et solidaires adhérentes à l'UGESS font le choix de travailler en partenariat avec des producteurs locaux, notamment en valorisant une partie de la production refusée par la grande distribution (création de conserverie solidaire, vente de légumes hors calibre...). Cependant, ces engagements doivent être couplés par **une action systémique** portée par le gouvernement pour une réorientation de nos choix alimentaires.

### Agir sur les différents environnements alimentaires

Associer prix rémunérateur à l'agriculteur et prix accessible pour le mangeur est réaliste en travaillant sur les différents environnements alimentaires et pas seulement sur le principe de responsabilisation :

- Environnement économique en soutenant les ménages, via **l'expérimentation de dispositifs de transferts monétaires** permettant de sanctuariser le budget alimentation. Cela peut prendre la forme d'un chèque alimentation durable, ou encore de caisses alimentaires territoriales sur le modèle de la **Sécurité Sociale de l'Alimentation**. Une hausse des minimas sociaux est indispensable mais insuffisant tant la précarité alimentaire touche désormais toute une partie d'actifs (travailleurs pauvres, temps partiel subi...);
- le gouvernement doit réguler plus fortement les acteurs agroalimentaires en imposant une totale **transparence dans la construction des prix et des marges**. Plusieurs associations font état de profits excessifs de certains poids lourds de la grande distribution et de l'industrie agroalimentaire, en appliquant une marge qui couvre bien plus que la hausse des charges. En complément, il semble indispensable de **limiter les marges notamment sur les produits les plus sains** (produits bio, fruits et légumes de saison, en lien avec les recommandations du PNNS) ;



## Union Nationale des Groupements des Épiceries Sociales et Solidaires

- Environnement géographique en luttant contre les marais alimentaires, voire les déserts alimentaires. Certaines quartiers prioritaires ou zone rurale sont totalement dépourvus de lieux de consommation de produits sains. Ce sont d'ailleurs sur ces territoires que les personnes souffrent le plus fortement de problèmes de mobilité. Pour des raisons de santé publique, l'Etat et les collectivités doivent soutenir l'installation dans ces secteurs de structures permettant à toutes et tous une alimentation saine et choisie, telles que les **épiceries solidaires ouvertes à tous avec des tarifs différenciés** (telles que le Cabas Solidaire à Niort) ;
- Environnement social, culturel et cognitif, en travaillant sur un **dispositif d'éducation à l'alimentation tout au long de la vie, ou en réduisant fortement la pression marketing et publicitaire** (à travers les règlements locaux de publicité, dans le cadre de la Stratégie Nationale Alimentation Nutrition Climat...)

### Soutenir la bifurcation écologique de l'agriculture

L'Etat doit mobiliser tous les outils pour **soutenir les agriculteurs engagés dans des démarches agroécologiques** et participant à la dynamique du territoire sur lequel il travaille, en répondant notamment aux besoins alimentaires en proximité.

Il semble nécessaire de reconnaître **une exception alimentaire**, sur le modèle de l'exception culturelle, tant l'alimentation joue un rôle primordial dans notre société. Cela implique d'intégrer dans tous les accords de libre-échange des clauses miroirs afin d'éviter toute concurrence déloyale ; la prise en compte des externalités négatives, aussi bien en terme environnemental que de santé public, n'étant pas de la même importance par tous les pays. Cela implique aussi l'instauration de prix garantis qui couvrent tous les frais de production.

Ces différentes mesures vont dans le sens d'une réelle **reconnaissance d'un droit à une alimentation saine et choisie**. Alors que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, que la France a ratifié, mentionne dans son article 11 le droit d'être à l'abri de la faim, le Comité d'évaluation recommande la mise en place d'une loi-cadre sur le droit à l'alimentation. C'est cette loi-cadre que nous appelons de vos vœux, prenant en compte les différents enjeux évoqués ici.

**Contact presse** : Maxime FRITZEN – codirecteur en charge du plaidoyer de l'UGESS  
[maxime.fritzen@ugess.org](mailto:maxime.fritzen@ugess.org) – 06 14 28 33 55

#### À propos de l'UGESS

L'UGESS est une union de 6 groupements territorial d'épiceries sociales et solidaires et représente plus de 100 épiceries sociales et solidaires qui s'engagent dans la lutte contre la précarité alimentaire et la dignité des personnes. Dans un espace aménagé en libre-service, ressemblant autant que possible à un magasin d'alimentation générale, elles mettent à disposition des produits variés et de qualité, moyennant une faible participation financière (en moyenne à 30% du prix usuel). Dans ce lieu d'accueil et de convivialité, les personnes sont accompagnées dans leur projet. Elles peuvent participer aux activités qui leur sont proposées. L'UGESS représente les épiceries au niveau national et porte un plaidoyer pour un droit à une alimentation durable et digne pour tou.te.s. Elle accompagne les épiceries à la structuration de collectifs territoriaux et facilite les coopérations.